

Réflexions sur les origines du totalitarisme démocratique

par Léo MOULIN,
Professeur au Collège de l'Europe (Bruges).

★

C'est un bien beau livre, et un livre fondamental, que le professeur Talmon a consacré à l'étude des origines de la démocratie totalitaire ; et il convient de se réjouir quand on lit, dans sa préface, que deux autres tomes lui feront suite : l'un qui traitera « des vicissitudes de la tendance démocratique totalitaire en Europe occidentale au XIX^e siècle », et l'autre, de l'installation de la démocratie totalitaire en Russie (1). Nous aurons ainsi une vue complète de ce phénomène inquiétant.

On a tellement pris l'habitude de confondre fascisme et totalitarisme et d'identifier démocratie et liberté, qu'on a quelque peu perdu de vue qu'il existe un totalitarisme qui prend sa source dans les principes mêmes de la démocratie. Ou, plus exactement, dans les principes qu'a dégagés le Siècle des Lumières et qu'a exaltés la Révolution. Car toute démocratie n'est pas nécessairement totalitaire ; les régimes scandinaves, suisse et anglo-saxons sont là pour le prouver ; mais toute démocratie bâtie sur les principes de 1789 a beaucoup de chances de le devenir. La dictature de Robespierre n'est ni le fruit du hasard ni l'effet d'une distorsion ; elle est dans la pure logique des choses ; elle était en germe et en puissance, dès 1750, dans les écrits d'un Helvétius ou d'un Mably, d'un Rousseau ou d'un Morelly.

J'avais eu le pressentiment, combien confus et incertain, de cette vérité quand, il y a plus de trente ans, je publiais, dans *L'Action Socialiste*, une série d'articles intitulés : « de Robespierre à Lénine » ; mais le professeur Talmon apporte ici tous les éléments, combien solides (sa bibliographie en fait foi), d'une très brillante démonstration.

En gros, que dit-il ? Que le grand drame du XVIII^e siècle français est d'avoir cru (et le mot *croire* doit être pris ici dans son sens le plus fort, dans son acception la plus totalement religieuse) en une série de principes tous plus faux et, par conséquent, tous plus dangereux, les uns que les autres : à savoir qu'il existe un « Ordre social naturel » (p. 309) qui, parce qu'il est « naturel », fondé sur la sagesse, la justice et la vertu, qualités spontanées en l'Homme, être *naturellement* bon et *naturellement* raisonnable, ne peut qu'être « harmonieux » et tourné vers le progrès.

Les lois ne sont donc pas et ne peuvent pas être « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses » comme l'affirmait Montesquieu. Pareille conception, historique et sociologique, et par conséquent non rationnelle, ne peut qu'engendrer un « monument de superstitions gothiques », « produit du hasard et des circonstances », dira Sieyès, en parlant de la constitution anglaise. Et comment ce long et lent « ajustement inconscient » (p. 96) des principes à la réalité et de la réalité aux principes, pourrait-il servir de fondement à un régime démocratique ?

« Pour Robespierre, le système britannique est une chimère ou un fléau » (p. 121). Montesquieu a eu grand tort de le louer.

L'Ordre ancien, quel qu'il soit, n'est qu'un « résidu des ténèbres d'autrefois ». Il est donc vain de vouloir le réformer ; fruit de l'Histoire, il ne pourra jamais être que désordre et tyrannie ; c'est pourquoi il faut le détruire, radicalement, et repartir à zéro (« Du passé, faisons table rase »,

(1) J.L. TALMON, *Les origines de la démocratie totalitaire*. (Paris, Calmann-Lévy, 1966).

chante *L'Internationale*). A quoi bon, en effet, faire effort pour « parfaire l'imparfait », alors que le parfait est à portée de la main ? Le Législateur n'aura qu'à dégager les fondements de la Vérité éternelle qui est restée jusqu'ici enfouie sous les laves et les scories de l'Histoire, pour établir un Ordre nouveau, « naturel, rationnel et absolu » (p. 107), bâti sur le « despotisme de l'évidence » (p. 53) et, par conséquent, seul Ordre possible (p. 96), seule Ordre impeccable, infaillible, immuable.

Gouverner sera donc facile (p. 171 et 179), puisqu'il suffira de laisser parler la Raison. Illusion commune au XVIII^e siècle (j'en excepte Jean-Jacques Rousseau, *du Contrat social*, livre II, chapitre VII), et que l'on retrouve chez Lénine.

*
**

Nous sommes ici à la croisée des chemins, car selon que nous partirons d'une conception prudente, modérée, empirique, historique, de l'Homme et de la Société, ou d'une conception intemporelle (p. 21), rationaliste, an-historique et optimiste, nous nous dirigerons vers une démocratie libérale et pluraliste, vers des régimes « constitutionnels-pluralistes », pour reprendre les termes de Raymond Aron (2), ou vers une démocratie que J.L. Talmon appelle, fort justement, « messianique totalitaire » (p. 11), mais que l'on pourrait, tout aussi bien, baptiser jacobine et monolithique, vers un « régime de parti monopolistique », comme dit encore R. Aron.

Pourquoi et en quoi cette démocratie est-elle totalitaire ? En ce que sa logique interne ne lui permet pas de ne pas l'être. S'il existe en effet un Ordre naturel, un « credo absolu et universel » (p. 314), une « évidence » qui s'impose à la raison de chacun, celui qui, par ses actes ou ses pensées, nie ou ignore cet état de choses imprescriptible ou, pis encore, celui qui s'y oppose, ne peut qu'être un « méchant », un « insensé », un « dénaturé », un « dégradé », dira Robespierre, « étranger » (p. 67) à la collectivité, et par conséquent ennemi conscient et volontaire du peuple. Il faut donc le traiter comme tel, c'est-à-dire avec la plus extrême rigueur.

D'où l'apparition de l'affreuse notion de « suspect », l'équivalent jacobin de l'« ennemi du peu-

ple » communiste (affreuse parce que, par nature, imprécise) étendue sans contrôle et sans justification à tous les membres d'une famille (3), à un groupe social, à une classe entière. D'où le règne du « civisme » et de son noir complément, l'incivisme. D'où l'exaltation d'une justice n'existant qu'« en fonction de la lutte politique, comme l'arme du parti victorieux » (p. 126), la création de tribunaux « populaires » sans défenseurs, sans plaidoirie, sans témoins (de tribunaux « inquisitoriaux », écrira Camille Desmoulins qui en sera la victime) à la fois juges et parties, n'offrant aucune garantie légale, toute preuve qui peut « naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable » (Couthon, p. 162) devant suffire. D'où, encore, le prompt et très logique rétablissement, par Robespierre et Saint-Just, de la peine de mort abolie par Louis XVI, et sa justification doctrinale. D'où, enfin, la guillotine dressée en permanence, la Terreur mise à l'ordre du jour (4) et cette « tyrannie des vengeurs » que Montesquieu avait prévue (5), et qui est bien le produit le plus odieux de la Révolution française.

On dira que la dictature jacobine est, en grande partie, le fruit des circonstances. Mais dans quelle mesure ces « circonstances » elles-mêmes ne sont-elles pas le fruit des conceptions qui présidèrent à la prise du pouvoir révolutionnaire ? En 1917, le chaos et la guerre civile sont-ils le fruit des « circonstances » ou du coup de force d'Octobre ? En 1939, la guerre est-elle le fruit des « circonstances » ou le produit logique de l'idéologie nazie ?

Ce qui frappe en tout cas, quand on lit l'œuvre de J.L. Talmon, c'est de voir combien tous les éléments, toutes les structures, tous les principes

(2) *Démocratie et totalitarisme*, Paris, N.R.F., Collection « Idées », (1965). Publié au C.D.U sous le titre « Sociologie des sociétés industrielles, esquisse d'une théorie des régimes politiques ».

(3) Lénine, frère d'un condamné à mort pour avoir comploté contre la vie du tsar, n'en a pas moins pu poursuivre ses études et exercer son métier d'avocat. Tolérance de vieux régime, féodal, archaïque, réactionnaire, sans doute, mais non totalitaire.

(4) R. ARON, *op. cit.*, p. 238, parlant des régimes communistes et fascistes qui, tous s'appuient sur « une combinaison d'idéologie et de terreur », écrit : « Tous considèrent l'ennemi idéologique comme plus coupable que le criminel de droit commun ». C'est pourquoi la République française grâciera Domini, mais non le maréchal Pétain.

(5) « Quand une république est parvenue à détruire ceux qui voulaient la renverser, il faut se hâter de mettre fin aux vengeances, aux peines, et aux récompenses même... Sous prétexte de la vengeance de la république, on établirait la tyrannie des vengeurs », *Esprit des Lois*, livre XII, chap. XVIII.

d'une effroyable dictature et, plus précisément, d'une démocratie totalitaire, étaient en place bien avant 1789.

La crise jacobine n'est, sans doute, à bien des égards, qu'une « improvisation » (p. 93 et sv.); mais cette improvisation est la suite fatale d'un « état d'esprit », « amplifié et poussé à l'extrême » (p. 157), qui existait antérieurement au règne de Robespierre.

On ne bâtit pas impunément un système politique sur une épure de la réalité sociale, sur ce que Talmon appelle « un crayonnage » (p. 173), qui gomme « les idiosyncrasies et les particularités humaines » (p. 174). On ne nie pas impunément l'existence de la « masse de chair rudimentaire », du bloc d'« inertie pure » qui est l'essence de la réalité humaine et sociale. On n'exalte pas impunément le principe de la Volonté générale, seule incarnation possible, du Bien, du Beau et du Vrai. On n'affirme pas impunément qu'en lui obéissant, l'homme obéit « à son moi propre et véritable » ; qu'en renonçant à ses droits, il ne fait qu'en acquérir « de plus substantiels et de plus définitifs » (p. 48), car « le véritable intérêt de l'homme est immanent au bien social général » (p. 48), si bien qu'à la limite, celui-ci peut abdiquer tous ses droits au profit de la collectivité, sans rien y perdre, que du contraire. (Le fascisme ne dira pas autre chose.)

Partant de pareils postulats, on débouche inmanquablement sur les régimes austères et vertueux, à fortes disciplines sociales qui sont l'espoir des ascètes moroses du type Mably (p. 74), ou le « rêve jaloux » de paranoïaques (p. 56), tels que Robespierre, Saint-Just ou Babeuf (p. 219), en attendant Hitler, Staline et les Chinois (6).

Par une totale aberration de l'esprit, fruit elle-même d'une méconnaissance tout aussi totale de la réalité antique (7), Sparte devient dès lors le modèle et le parangon de la Cité libre (p. 182).

Dans la cité jacobine ainsi conçue la distinction entre Dieu et César est abolie : « il n'y a point d'autres prêtres que les magistrats, le cérémonial religieux et le cérémonial patriotique ne font qu'un, et servir son pays, c'est servir Dieu » (p. 38).

On sait à quelles conceptions nécessairement sociocratiques mène inmanquablement ce monolithisme idéologique : comme « rien ne doit plus s'interposer entre l'homme et l'Etat » (p. 310),

l'individu n'est plus qu'un fragment, d'autant plus docile qu'il est conscient, de la Communauté. L'individualisme au départ le plus exigeant se mue en un totalitarisme organique, structuré, et par conséquent, implacable.

Dans une société de cette espèce, la coercition devient, en principe, aussi superflue qu'elle l'est dans une ruche ou une fourmière (Bel idéal ! mais souvent cité en exemple). Voire.

Car, on l'a dit plus haut, il y aura encore et toujours des « méchants », des « dénaturés » qui n'ont pas une vue claire de leurs propres intérêts « bien compris » et qu'il faut ramener, coûte que coûte, à la raison. Il y aura toujours des « indifférents » (Saint-Just) qui se taisent quand il faudrait parler, parlent quand il faudrait se taire, obéissent mollement et ne communient qu'à demi avec la collectivité (8). Il y aura toujours des « traîtres », des « inciviques », des spéculateurs, des accapareurs, des « fédéralistes », des « girondins », des « enragés » et des « babouvistes », tout l'immense complot permanent qui menace sans cesse la République (9).

Sans doute, celle-ci ne se trompe-t-elle jamais. Mais on peut la tromper. Sans doute le peuple, « agent politique suprême et perpétuellement actif » (p. 134), « modeste, magnanime et humain, dépositaire de toutes les vertus » (idem), est-il en soi incorruptible. Mais si l'on réussissait néanmoins à le corrompre ?

Faudrait-il, sous prétexte de Liberté, le laisser agir à sa guise ? Le beau billet ! Seuls peuvent

(6) Il est frappant de voir un Mably condamner l'industrie et le commerce parce qu'ils provoquent « les besoins imaginaires et nouveaux et encouragent les caprices des hommes » (p. 81), avec la même fureur que les communistes, de nos jours, mettent à condamner l'« Affluent Society ».

(7) Nous publierons, dans une des prochaines livraisons de la Revue, une étude solidement documentée de M. Raymond Renaud sur la prétendue démocratie athénienne, intolérante, envahissante, belliciste, impérialiste et soupçonneuse. Que penser, dès lors, du système spartiate ?

(8) N'oublions pas que dans un régime idéologique « tout étant désormais activité d'Etat et toute activité étant soumise à l'idéologie, une faute commise dans une activité économique ou professionnelle est simultanément une faute idéologique » (R. ARON, *op. cit.*, p. 288), c'est-à-dire, dans un régime aussi hautement sacralisé que le fut le régime robespierriste ou le régime stalinien, un sacrilège, un crime de lèse-divinité.

(9) Sur l'implacable logique de l'épuration permanente, en Russie comme en Chine, en Yougoslavie comme en Hongrie, cf, encore une fois, R. ARON, *op. cit.*, p. 297 et sv., analysant l'ouvrage de F. BECK et W. GODIN, *Russian purge and the extraction of confessions*, New York, 1951.

agir dans ce cas ceux qui ont une vue claire de l'Ordre social naturel, ceux qui ont nettement perçu le but réel de la vie collective, ceux, écrit Karl Marx en 1848, qui, « à force de travail, se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », les révolutionnaires professionnels, dira Lénine : la minorité, si minime soit-elle, de « vertueux » (p. 68), d'« activistes » (p. 132), qui savent, de science infuse, que la volonté générale n'est pas nécessairement celle qui s'exprime par les suffrages populaires (p. 113), la majorité parlementaire (p. 131) ou les institutions du Pouvoir légal (p. 130), mais celle qu'ils incarnent.

À la limite, en 1793, les sectionnaires de Paris, « la portion des citoyens la plus proche du siège de la tyrannie », dira Robespierre (p. 131), dont le sûr « instinct » n'est jamais en défaut (10), qui seule connaît la vérité « objective », issue d'une volonté générale authentique (p. 114), accessible aux seuls initiés.

Cette vérité, le « peuple » devra la défendre, si besoin en est, par l'insurrection, « car la force du peuple est la force de la raison » (p. 131), si bien qu'elle peut légaliser tout depuis les massacres de septembre jusqu'aux explosions contre les pouvoirs constitutionnels (p. 136).

Mais si la minorité qui prétend incarner la volonté du « peuple » est elle-même divisée ? Qui dira ceux de ses membres qui vont dans « le sens de l'Histoire » ? 1793 et 1917 l'ont montré à suffisance, il n'est d'autre solution pour résoudre ces luttes entre clans d'hommes tous également conscients et vertueux, et tous également possesseurs de la Vérité objective, que les massacres et les persécutions. Ce sont les plus forts qui l'emportent. Les plus forts, les plus cruels, les plus rusés...

Le maximum de démocratie débouche ainsi sur un maximum de pressions sociales plus sanglantes et plus dégradantes les unes que les autres. « Le perfectionnisme démocratique, écrit fort justement M. Talmon (p. 136) est en fait un totalitarisme à l'envers. » Un totalitarisme quand même, et d'autant plus grave qu'il s'ignore et qu'il a bonne conscience (11).

Portée au point d'incandescence pareille démocratie n'est pas seulement totalitaire, messianique, elle est aussi guerrière et belliciste : « on conduit

le peuple par la raison, dira Robespierre (p. 154), et les ennemis du peuple par la terreur ». Mais si ces ennemis sont groupés à l'extérieur et le menacent de l'extérieur ? Alors, « guerre aux châteaux ! ». L'Etat devient, pourra écrire Burke dès 1796 (p. 168), une « doctrine armée ». Nous assistons ainsi à la naissance de la guerre totale et de la guerre révolutionnaire, sur les principes desquelles le professeur Henri Bernard a écrit l'un de ses plus beaux livres (12), et de leurs inévitables compléments : la mobilisation totale des populations, sa participation aux combats, et les massacres qui s'ensuivent. En ce sens, la Révolution française est, qu'on le veuille ou non, à l'origine des nationalismes et des méthodes de guerrilla insurrectionnelle qui dévastent aujourd'hui notre monde.

Ce n'est pas le moindre mérite du professeur Talmon de nous avoir amené à conclure de la sorte une réflexion sur les manifestations du totalitarisme jacobin qui menace notre société.

! **

J'en étais là dans mes réflexions sur le totalitarisme démocratique quand me parvint l'ouvrage tout à fait remarquable qu'a publié l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales et qui groupe une série de contributions consacrées à l'histoire du Comintern (13). C'est le professeur Jacques Freymond dont on connaît la haute con-

(10) Car le rationalisme de Saint-Just et de Robespierre débouche assez vite, comme il se doit, sur un certain irrationalisme (p. 187), sur une « méfiance de l'intellect », de « la raison particulière », et sur une confiance en « l'instinct rapide qui, sans le secours tardif du raisonnement, porterait l'homme à faire le bien et à éviter le mal ».

D'où la phrase du Dr CHOFFINHAL, condamnant Lavoisier : « La République n'a pas besoin de savants ».

(11) Les analogies avec le système instauré par la Révolution d'octobre 17 sont nombreuses et sautent aux yeux. Quant aux différences, elles s'expliquent aisément par tout ce qui différencie la société pré-industrielle française de 1789 de la société russe durant la période de haute industrialisation de 1929-1939, la société occidentale issue d'un régime, malgré tout, éclairé et raffiné, d'une société semi-asiatique qui n'avait jamais connu une heure de liberté, le XVIII^e siècle, époque des Lumières, du XIX^e siècle, que marquent l'avènement des masses dans l'histoire.

(12) Guerre totale et guerre révolutionnaire, tome I. Le XIX^e siècle, la première guerre mondiale et la révolution russe plus un Atlas, Bruxelles, Brepols (1965). Bien que *Res Publica* (2, 1966) ait déjà donné un compte rendu de cet ouvrage important, nous en reparlerons encore dans un des prochains numéros de la revue.

(13) *Contributions à l'histoire du Comintern*, publiées sous la direction de Jacques Freymond, Genève, Librairie Droz, 1965, 267 pages.

science, la parfaite lucidité et la solidité, toute helvétique, du savoir (et j'ajouterai, pour éviter la montée des stéréotypes : d'un savoir sans lourdeur et sans affectation) qui les a rassemblées. On y trouve, outre une excellente introduction de Frey-
mond lui-même, des études et des mémoires écrits par des gens aussi qualifiés que B. Nicolaevski, A. Balabanova, M. Body, Lucien Laurat, M. N. Roy ou Branko Lazitch, et surtout, ah ! surtout, les documents de la prodigieuse controverse qui opposa, en 1929, Léon Trotski et Boris Souvarine (pp. 141-211). Il y a là quelques pages (de Souvarine) qui sont proprement stupéfiantes d'intelligence historique, de lucidité intellectuelle, de « libéralisme » doctrinal, pris dans son sens le plus fort.

A Trotsky qui rebâche les mots d'ordre d'une doctrine sclérosée et qui refuse de voir la réalité — toujours la même volonté d'interpréter le réel à la lueur d'une vision métaphysique de l'homme, de l'histoire et de la société (14) — Souvarine répond que la façon la plus authentique d'assimiler l'enseignement du marxisme est de ne pas « se conformer à la lettre des formules de Marx » (p. 161), que le bolchévisme qui, « dans l'action pratique »... répondait aux nécessités de temps et de lieu » (p. 161), n'est cependant qu'une « simplification du marxisme à l'usage d'un pays aux classes bien tranchées... un marxisme appauvri » et que le léninisme à son tour, s'il n'est pas toujours et nécessairement, le reflet des « intérêts restreints de la nouvelle formation dirigeante en Russie » (p. 158), n'est en fait, dans la meilleure des hypothèses, qu'une « simplification outrancière du bolchévisme d'après la prise du pouvoir et une nouvelle étape d'éloignement du marxisme » (p. 163) l'expression de « l'ignorance paysanne enduite d'un vernis de marxisme » (idem). (Que dire alors du stalinisme dont tant d'intellectuels chanteront les louanges ? Et que dire du maoïsme, où ne se retrouvent même plus de traces du marxisme, sinon, peut-être, infinitésimales, comme disent les analyses pharmacologiques et qui, néanmoins, est pris au sérieux par l'Occident ?)

Ici encore, nous nous trouvons à une croisée des chemins fort semblable à celle qui se présentait aux yeux des philosophes au XVIII^e siècle. Avec la différence que, pour les marxistes *strictioris observantiae*, l'ordre futur n'est pas dicté par la Raison, qui n'est qu'un des éléments de la super-

structure capitaliste bourgeoise, mais par la vision que Karl Marx en a tracée.

L'auteur du *Capital* a en effet découvert une formule scientifique infaillible, « la seule conception scientifique de l'univers », écrira Lénine, en 1908, la seule qui assure la transcendance de la « science prolétarienne » par rapport à la conscience de classe immédiate, et par conséquent faussée, du prolétariat.

Cette doctrine, seule une petite minorité de militants résolus, d'intellectuels aguerris, de révolutionnaires professionnels peut la connaître, la dégager de ses interprétations petites-bourgeoises ou social-chauvines. Seule elle peut indiquer quel est le véritable sens de l'histoire, et ce que doit être la véritable conscience de classe des travailleurs (15). Cette poignée d'hommes doit et peut utiliser tous les moyens pour arriver au pouvoir et pour s'y maintenir à tout prix. Car « tout est permis » (16).

Faut-il souligner le parallélisme avec la doctrine jacobine ? Il n'y a là rien d'étonnant : Boris Souvarine constate, fort pertinemment (p. 160), combien l'activisme bolchéviste était, dès avant 1914, « jacobin et blanquiste », (c'est d'ailleurs pourquoi le parti communiste russe n'osera jamais pousser bien loin l'analyse des facteurs qui ont permis le triomphe du « culte de la personnalité » : il devrait, pour ce faire, mettre en cause le léninisme lui-même) et que « les faiblesses et les tares » du mouvement communiste existaient avant la mort de Lénine (p. 159).

(14) Boris SOUVARINE (*Le Contrat Social*, 1965, n° 6, p. 355) a bien raison d'écrire à son propos : « Figé dans ses partis pris, incapable de faire oraison, de reviser son catéchisme pseudo-marxiste, de tirer les leçons de son expérience et de repenser ses idées dogmatiques comme de reconsidérer le cours de l'histoire, il n'a su que ressasser des formules mortes et afficher une intransigeance inutilement fanatique ». « Moralement, il s'est comporté à l'instar de ses pires ennemis communistes... » Pour ma part, j'ai toujours été persuadé que Trotski au pouvoir se serait conduit de la même façon que Staline avec, peut-être, un sens de l'Etat et du gouvernement moins affirmé.

(15) Sur l'effroyable et sanglante persécution qui, dès novembre 1917, s'abattit sur les ouvriers coupables, aux yeux de la minorité bolchévick, de ne pas saisir quel était le fil de l'histoire, cf. G. ARONSON, *Ouvriers russes contre le bolchévisme*, cf. *Le Contrat Social*, juillet-août 1966, pp. 201-211.

(16) Sur l'apparition dans la littérature russe, bien avant 1917, d'un « type d'homme cruel, inaccessible à la pitié », sans scrupule, situé au-delà du bien et du mal (bourgeois), véritable S.S. de la Révolution, qui a, sans aucun doute, inspiré Lénine, cf. les deux articles que N. Valentinov a publiés dans les numéros 1 et 2, 1966 du *Contrat Social*, sous le titre précisément de « Tout est permis ».

Kostas Papaioannou, de son côté, note (17) que, dès 1902, avec son « *Que faire ?* », puis en 1904 (« *Un pas en avant, deux pas en arrière* ») et en 1908 (avec cet ouvrage qui a pour titre : « *Matérialisme et Empirio-criticisme* », et que Papaioannou qualifie, si justement, d'« affreux »), Lénine, « sur la ruine du mythe marxiste du prolétariat, classe élue », avait jeté les fondements du plus parfait système totalitaire qui ait jamais vu le jour. Car, avec sa prétention à être le seul à incarner « la force motrice de l'histoire », avec « ses obsessions idéologiques », « sa structure bureaucratique, sa discipline militaire, son monolithisme cléricale... », le Parti constituait, bien avant 1917, « un Etat totalitaire en miniature » (18).

Ce ne sont donc pas les « circonstances » qui expliquent le totalitarisme du régime léninien, mais bien le totalitarisme latent — et d'ailleurs apparent — des conceptions léniniennes (19).

Certes en s'emparant du pouvoir dans les « circonstances » calamiteuses que l'on sait, dans l'illusion, vite démentie par les faits mais longtemps conservée, que ce coup de force déclencherait la révolution dans le monde, et en prétendant s'y maintenir à n'importe quel prix (mais pareilles attitudes étaient la conséquence logique des prises de position fondamentales définies depuis près de 15 ans déjà par Lénine), le parti bolchévick s'était mis en situation de devoir recourir à la Terreur. Mais même si les « circonstances » avaient été moins dramatiques, le totalitarisme léninien ne s'en serait pas moins affirmé tôt ou tard. Implicite dans la pensée de Lénine, la Terreur n'a fait que lui donner les moyens de « totalitariser » la société et, par la même, l'histoire tout entière (20). Elle n'est ni un avatar ni une déviation du léninisme.

Il n'y eut pas que les compagnons de Lénine à se laisser embrigader sous les bannières du totalitarisme démocratique ; bon nombre d'Occidentaux, au demeurant courageux, bon nombre d'intellectuels, d'artistes, d'universitaires de grande classe, proclamèrent à leur tour que le principe de « la fin justifie les moyens » qu'ils avaient si souvent dénoncé, et à si juste titre, avait du bon ; que le principe du *perinde ac cadaver* dont ils avaient si souvent, et si injustement, accablé les Jésuites, était après tout défendable ; que le principe fédéricien du *Nicht raisonieren* trouvait, à l'occasion, d'heureuses applications historiques. D'hommes

libres qu'ils avaient voulu être, ils devinrent des robots, et sans même les excuses que les Russes pouvaient, à la rigueur, invoquer : l'absence, dans leur pays, de toute tradition de liberté, les effroyables conditions de la guerre civile, l'immensité des tâches et, plus tard, la Terreur qui fit, du Parti, une Eglise du silence.

« Tant de docilité peut surprendre, » écrit (p. XVIII) le professeur Freymond, en parlant de la volte-face qui, en 1935, amena le communisme international à cesser de considérer comme ennemi n° 1 la social-démocratie et le socialisme, pour voir — enfin ! — dans le nazisme son pire ennemi ; mais elle s'explique ; et non pas seulement parce que « l'or de Moscou » aidait les partis communistes à vivre et à agir (21) (sur ce point, les remarques cyniques (p. 21, 22, 23 et *passim*) du « camarade Thomas » (22) ne laissent aucun doute) ; mais parce que « l'habitude de la discipline est prise » (p. XVIII). « On est rompu à obéir sans chercher à comprendre, écrit encore le professeur Freymond... On vit depuis des années sur le mythe de l'infaillibilité de celui qui occupe le pouvoir. » Le « centralisme démocratique », cher à Lénine, exerce donc ses effets aussi bien à l'intérieur de l'Internationale (23) qu'à l'intérieur des partis.

Staline a toujours raison. Le Parti communiste russe a toujours raison. Les dirigeants de Comin-

(17) Le parti totalitaire, *Le Contrat Social*, mai-juin 1966, pp. 160-170 et juillet-août 1966, pp. 236-245.

(18) K. PAPAIOANNOU, *op. cit.*, p. 162.

(19) Bien entendu, Lénine, homme du XIX^e siècle, repoussait avec horreur, les accusations de « despotisme » qui pleuvaient sur la conception qu'il s'était faite du Parti bolchévick ; et il est bien évident qu'il ne voyait pas la société soviétique comme elle devait être un jour. Mais, en fait, la société stalinienne était en germe dans son système de pensée.

(20) Car, historiquement, le fascisme et le national-socialisme ne sont, à bien des égards, que des répliques (totalitaires) au totalitarisme communiste. Sur les différences et les ressemblances qui unissent et opposent ces diverses formes de totalitarisme, cf l'analyse, comme toujours lumineuse, de R. ARON, *Démocratie et totalitarisme*, *op. cit.*, pp. 285-302.

(21) Des velléités d'indépendance n'ont pu se manifester dans le bloc communiste qu'à partir du moment où des partis communistes (yougoslave, polonais, hongrois, chinois) ont pu disposer, pour vivre, des ressources des Etats sur lesquels ils campent. Cf J. FREYMOND, *op. cit.*, p. XXIII.

(22) « surnom politique qu'avait pris, dans le parti bolchévick et dans l'Internationale communiste, un homme qui, dans les premières années de la fondation de celle-ci (1919-1926), y joua un rôle considérable » et dont — le fait est digne de réflexion — on ignore aujourd'hui encore le nom véritable. Cf B. NICOLAIEVSKI, *op. cit.*, pp. 1 à 5.

(23) Sur l'efficacité redoutable de l'action tactique et stratégique du Comintern, cf encore les pages, d'une parfaite objectivité, écrites par J. Freymond, pp. XXII-XXV.

tern ont toujours raison. Et ceux-ci ont toujours raison de toujours subordonner l'action de l'Internationale aux intérêts de la Russie soviétique, sanctuaire de la Révolution (p. XIV) (24).

Ainsi, la mort de Dieu, proclamée par Nietzsche, débouche sur une religion séculière infiniment plus redoutable que le christianisme. Car, pour ce dernier, les contre-poids théologiques, le sens de la faillibilité humaine, le pluralisme latent, la distinction entre Dieu et César qui sont partie intégrante de ses structures et, plus encore, le Message même du Fondateur, écartent, en principe, sinon toujours en fait, les tentations du totalitarisme théocratique.

Mais une religion née de la sacralisation, de la « bibliification », écrit plaisamment Souvarine, (p. 163), d'une doctrine essentiellement athée qui s'épanouit dans la fusion (et la confusion) de l'Etat et de la Société, du Parti et du Peuple, qui refuse de distinguer entre Dieu et César, c'est-à-dire qui accorde tous les pouvoirs à l'Etat ou, plus exactement, au Parti, et ne reconnaît aucun droit à la conscience individuelle, à la liberté créatrice de l'artiste (25) ou du savant (26), qui n'exige pas seulement de ses fidèles le sacrifice de la vie, sans espoir de récompense céleste, mais l'abandon de l'honneur — car « on peut donner au Parti plus que sa vie... » — sans même la perspective d'une certaine réversibilité des mérites, est, de toute évidence, beaucoup plus contraignante, beaucoup plus totalitaire que n'importe quelle religion révélée : elle ne porte pas en elle ses freins et ses limites.

De plus, et ce n'est pas l'un des moindre reproches que je lui fais, elle est en contradiction radicale avec le message prométhéen de libération totale de tous les tabous, que le marxisme avait prétendu offrir aux hommes. Que dis-je ? A offert aux hommes. Car comment comprendre ces querelles de théologiens entre doctrinaires parés des oripeaux du « marxisme » ? Comment admettre ces luttes sanglantes, ces luttes zoologiques, entre des hommes qui proclament qu'il n'existe pas de Vérité révélée (28) ?

Elles sont, évidemment, inadmissibles, et odieuses dans leur cruauté inexpiable ; mais c'est un fait qu'elles se déchaînèrent, et même très rapidement (29), opposant les tenants de telle tactique aux tenants de telle autre, et le plus souvent (car

la doctrine n'est ici qu'un instrument de combat et un prétexte), les hommes d'un clan aux hommes d'un autre clan. C'est ce qui permet d'affirmer qu'elles étaient inhérentes à la doctrine et que, « les choses étant ce qu'elles sont », le système idéologique et sacralisé qui avait pris le pouvoir en Russie ne pouvait pas ne pas déboucher sur les procès de Moscou, par exemple, ou sur le génocide (30).

* * *

Résumons-nous : le totalitarisme était dans le léninisme et il y était même bien apparent, puisque Plekhanov et Rosa Luxembourg l'y ont perçu bien avant que Lénine devînt le maître de toutes les Russies. Peut-être le marxisme, tout produit de son siècle qu'il soit, et par conséquent tout « libéral », n'est-il pas lui-même tout à fait exempt d'un certain totalitarisme démocratique latent (31).

Quoiqu'il en soit, le fait est qu'au nom du marxisme, d'abord bolchevick, puis léniniste, puis stalinien et enfin maoïste, sans oublier le titiste et le castriste, le Communisme a réussi depuis plus

(24) J. FREYMOND — il faudrait citer sa préface tout entière — note d'ailleurs (p. XV) que si « le divorce entre les intérêts de la Russie soviétique et ceux des sections de l'Internationale, patent à certaines occasions dramatiques... est moins évident pour qui considère l'ensemble de la période historique de 1917 à nos jours ».

(25) Cf Khrouchtchev et la Culture. Texte intégral du discours du 8 mars 1963 avec notes et commentaires, Collection de la revue *Preuves*, Paris, s.d.

(26) Cf, entre beaucoup d'autres, les excellents articles de E. DELIMARS, « La biologie en liberté surveillée » (*Le Contrat Social*, 1964, n° 3), « Les méfaits de Lyssenko » (*Le Contrat Social*, 1965, n° 3), « Lyssenko, ou la fin d'une imposture » (*Le Contrat Social*, 1965, n° 4). Quant à la « libéralisation » à laquelle nous assistons, il y aurait trop à dire. Ce sera, si j'en ai l'occasion, pour une autre fois.

(27) « Il est impossible dans nos milieux, écrivait déjà en 1929 Boris Souvarine, d'avancer une parole sans l'adosser à une pile d'explications, de précisions, de restrictions ». Il aurait pu ajouter : « de citations ». Est-il assuré que la pensée communiste soit, de nos jours, débarrassée de ces « tics » intellectuels ?

(28) Cf L. LAURAT, *Le parti communiste autrichien*, op. cit., pp. 67-95 et Branko LAZITCH, « Le martyrologe du Comintern », *Le Contrat Social*, 1965, n° 6, pp. 331-348, traduction d'un chapitre paru dans « Highlights of the Comintern. Essays, Recollections, Documents », publié par M. Drachkovitch et Br. Lazitch, aux Editions F.L.A. Praeger, de New York.

(29) Cf M. BODY, *Les groupes communistes français de Russie (1918-1921)*, op. cit., pp. 39-66. Le récit du « camarade Thomas » (op. cit., pp. 5-27) est bourré de rappels des luttes féroces que les communistes se livrèrent dès le début.

(30) Et, bien évidemment, sur le massacre des anarchistes, des socialistes, des menchévicks, des « bundistes », etc., « papistes » ou « parpaillots », comme on voudra, mais, de toute façon, hérétiques et relaps.

(31) Et sinon le marxisme d'un Marx qui, on le sait, ne se voulait pas « marxiste », du moins celui de ses épigones.

d'un semi-siècle à grouper des hommes qui, après avoir chanté : *Il n'est pas de Sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Tribun*, n'en ont pas moins accepté les rudes disciplines, les humiliantes abdications, les sacrifices immenses que le totalitarisme le plus compact que l'histoire ait jamais vu naître, a exigés d'eux.

Il faut croire que, contrairement à ce qu'espérait le XIX^e siècle, la soif d'abolir en soi toute liberté de penser est bien plus profondément enracinée que la soif de penser librement.

La preuve en est que le socialisme démocratique lui-même, si confuse et si incertaine que soit désormais sa doctrine, impose des disciplines de parti, manifeste parfois dans l'action des tendresses à peine voilées pour ce que les vieux auteurs appelaient « le despotisme majoritaire » quand ce n'est pas pour des formes d'action directe exercée par une minorité consciente et organisée, qui sont, à n'en pas douter, un prélude au totalitarisme démocratique (32) et social le plus assuré.

Car il existe bien un totalitarisme démocratique et social : le jacobinisme de 1793 est une de ses

manifestations : l'ouvrage du professeur Talmon l'établit ; le communisme léninien en est une autre : le très beau recueil de *Contribution à l'histoire du Comintern* que vient de publier M.J. Freymond a, entre beaucoup d'autres mérites, celui d'avoir, sur ce point notamment, bien éclairé notre lanterne. On lui en saura gré (33).

(32) Il est évident que l'incapacité où se trouvent les socialistes d'expliquer une divergence d'opinion entre intellectuels autrement qu'en termes d'intérêts de classe, est un indice certain de « totalitarisation » de la pensée. Autre indice de même nature : le refus de discuter avec les intellectuels qui ne sont pas du Parti.

Exactement ce que Trotski (*op. cit.*, p. 209) répliquait à B. Souvarine, en 1929 : « Votre idée qu'on peut servir la cause du prolétariat en dehors du Parti n'est même pas assez mûre pour pouvoir être nommée syndicaliste ». Il ajoutait : « Cela (= pareille prétention) signifie toujours que l'on est en train de changer son fusil d'épaule... Vous passerez de l'autre côté de la barricade... » D'où l'impossibilité de tout dialogue.

(33) Que dans un ouvrage de cette importance, qui fourmille des noms propres (l'index des pages 259 à 286 en fait foi) et qui, faute d'archives, aujourd'hui anéanties ou englouties dans les rayons — inaccessibles — de tel ou tel Institut soviétique, a dû faire parfois appel à la mémoire des témoins, se soit glissée quelque erreur (le professeur J. Freymond a bien voulu m'en signaler l'une ou l'autre), quoi d'étonnant ? On dira, avec B. Nicolaevsky (*op. cit.*, p. 4) : « étant donné les conditions dans lesquelles nos entretiens se déroulèrent (il s'agit des conversations avec « le camarade Thomas »), on pourrait s'étonner qu'il en fût autrement ».

